

H A Ï T I LA DIASPORA SAIGNE AUSSI

FRANCOPHONIE • P.2-5

COMMUNAUTAIRE



DES SAVEURS
QUI RASSEMBLENT

► 7

ENVIRONNEMENT



CHASSE
AU GASPILLAGE
ALIMENTAIRE

► 9

ÉCONOMIE



PARALLÈLE
ALBERTA
EN RODAGE

► 12

CHRONIQUE ESPRIT CRITIQUE



BONHEUR
OÙ ES-TU?

► 16

LEFRANCO



EDMONTON

COMMUNAUTAIRE
CANAF
L'INTÉGRATION PASSE
PAR LA FAMILLE

► 6



PROVINCIAL

FRANCOPHONIE
DAFA
UN DIPLÔME POUR LES
JEUNES ANIMATEURS

► 10



PROVINCIAL

POLITIQUE
GENRES
QUAND LE POLITIQUE
S'EN MÊLE

► 13



QUI SONT LES GANGS QUI SÈMENT LA TERREUR À PORT-AU-PRINCE?

Le 2 mars, des gangs armés qui contrôlent 80% de la capitale d'Haïti ont pris d'assaut les deux plus grandes prisons de Port-au-Prince et libéré plus de 3000 prisonniers. Depuis, même à la suite de la démission du premier ministre Ariel Henry, la situation ne fait que se dégrader.



FRANCOPRESSE



CHANTALLYA LOUIS
JOURNALISTE

Dans sa thèse de doctorat, Djems Olivier, professeur à l'Université d'État d'Haïti et stagiaire postdoctoral à l'Université du Québec en Outaouais (UQO), cherche à comprendre comment ces gangs armés, qui contrôlent les quartiers, arrivent à cohabiter avec les organisations non gouvernementales (ONG) qui interviennent dans ces zones.

FRANCOPRESSE : DEPUIS DÉJÀ PLUSIEURS SEMAINES, LES GANGS ARMÉS ONT PRIS LE CONTRÔLE DE PLUS DE 80% DE PORT-AU-PRINCE ET, MALGRÉ LA DÉMISSION DU PREMIER MINISTRE ARIEL HENRY LE 12 MARS, LA SITUATION SEMBLE ALLER DE MAL EN PIS. QUI SONT-ILS?

DJEMS OLIVIER : En 2018-2019, j'avais répertorié 177 gangs, alors qu'aujourd'hui, on parle de plus de 300. Selon la Police nationale d'Haïti, il existerait sept coalitions de gangs, mais les deux plus grandes sont le G9 et le G-Pep.

Le G9 a été formé en juin 2020 sur les propositions de la Commission nationale de désarmement, de démantèlement et de réinsertion (CNDDR), une commission créée deux ans après l'arrivée de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), en 2004.

Mais parallèlement, une autre fédération de gangs a été créée : le G-Pep, qui regroupait les gangs qui refusaient de s'allier au G9.

Il y avait donc le G9, qui était proche du pouvoir, et le G-Pep, proche de l'opposition.

Mais ces deux fédérations ont explosé ces derniers mois pour donner naissance à une autre forme de coalition. Des membres du G9 se sont alliés à ceux du G-pep, qui étaient pourtant des ennemis jurés.

Depuis quelques semaines, on parle d'une nouvelle fédération, qui regroupe plusieurs gangs, dont le G-9 et le G-Pep, et qui s'appelle «Viv Ansanm» (Vivre ensemble).

C'est à partir de cette plateforme de gangs qu'ils ont commencé l'attaque contre la prison civile de Port-au-Prince et la prison de la Croix-des-Bouquets et qu'ils ont mis le pays à feu et à sang.

POURQUOI IL Y A-T-IL AUTANT DE GANGS EN HAÏTI ET COMMENT EN SONT-ILS ARRIVÉS LÀ?

En Haïti, les gangs sont utilisés par les acteurs politiques pour accéder au pouvoir ou conserver le pouvoir. Pour gagner des élections, il faut avoir le contrôle des gangs. Si on ne les contrôle



↑ Djems Olivier a quitté Haïti en octobre 2023, craignant pour sa sécurité. Photo : Chantallya – Louis Francopresse

pas, on ne peut pas gagner. Ça, c'est une constante importante dans l'organisation des élections en Haïti.

Ils sont aussi utilisés par des acteurs économiques, pour protéger leurs entreprises ou éliminer d'autres concurrents, et par les trafiquants et les réseaux criminels transnationaux pour passer de la drogue ou tout type de trafic.

Ces gangs ont pris aujourd'hui leur indépendance par rapport à leurs anciens «patrons». Ils sont devenus autonomes parce qu'ils sont, entre autres, dans le kidnapping, qui prend de l'ampleur, dans le détournement des camions de marchandises et le narcotraffic, dans la taxation des petites et moyennes entreprises et des véhicules de transport public.

Ce sont toutes ces activités-là qui permettent aux gangs d'avoir de l'argent.

LE KENYA A ACCEPTÉ DE MENER LA MISSION INTERNATIONALE SOUTENUE PAR LES NATIONS UNIES POUR ENDIGUER LA VIOLENCE DES GANGS ARMÉS LORSQU'UN GOUVERNEMENT TRANSITOIRE SERA EN PLACE. QU'EN PENSEZ-VOUS?

C'est une situation qui exige une intervention militaire. Sur le plan géographique et même en termes d'aménagement du territoire, Port-au-Prince n'est pas une ville où on peut intervenir n'importe comment, car c'est une ville qui est entourée de quartiers bidonvilles et de corridors.

Il n'y a donc pas vraiment de pénétration qu'on peut faire dans

ces quartiers pour mener à terme des opérations policières. Il faut des équipements militaires avec tout ce que cela comporte, comme des drones, des hélicoptères, des pénétrations et des cartographies. Si on n'a pas ça, on ne peut pas intervenir dans cette activité.

On a eu comme exemple le fiasco de 2021, où des policiers de l'unité d'élite de la Police nationale ont été tués par le gang de Vilaj de Diè (Village de Dieu) lors d'une opération antigang. La police n'était pas préparée à mener des opérations dans ces quartiers-là.

C'est très difficile de déployer des policiers pour éliminer ces gangs qui contrôlent très bien leurs quartiers.

Par exemple, dans d'autres quartiers, comme celui de Grand-Ravine – que je connais très bien puisque c'est là que j'ai réalisé mes enquêtes de terrain –, il n'y a pas vraiment de route «voituable» pour pénétrer ce quartier. Les gens utilisent des escaliers. Comment la police va-t-elle pénétrer dans ces quartiers-là pour mener des opérations?

C'est très compliqué sur le plan géographique et je pense qu'il faut vraiment réfléchir sur le type d'opérations à mener pour neutraliser ces gangs.

QUEL RÔLE DEVRAIT JOUER LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DANS CETTE CRISE?

Les dirigeants haïtiens ont toujours été choisis par la communauté internationale. Par exemple, après l'assassinat de Jovenel Moïse, c'est elle, à travers un tweet, qui a placé Ariel Henry à la tête du gouvernement.

C'est cette même communauté internationale qui a révoqué Ariel Henry pour donner au pays une nouvelle formule de gouvernance avec un conseil présidentiel de sept membres. C'est inédit dans l'histoire d'Haïti, on n'a jamais eu ça. On ne sait pas comment ça va se passer.

Donc, en fait, son rôle est joué, mais la communauté internationale devrait se rétracter pour avoir une décision qui est prise par les Haïtiens.

Il faut laisser aux Haïtiens la possibilité de décider de l'avenir de leur pays. C'est ce que je pense. ▲

« POUR GAGNER DES ÉLECTIONS, IL FAUT AVOIR LE CONTRÔLE DES GANGS. »

Djems Olivier

« C'EST TRÈS DIFFICILE DE DÉPLOYER DES POLICIERS POUR ÉLIMINER CES GANGS QUI CONTRÔLENT TRÈS BIEN LEURS QUARTIERS. »

Djems Olivier

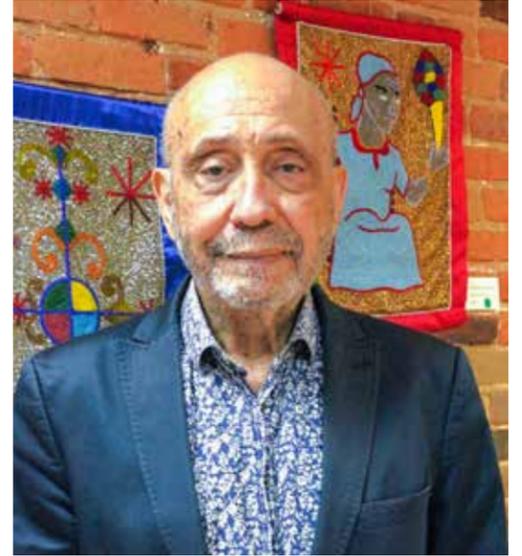
Les propos ont été réorganisés pour des raisons de longueur et de clarté.

GLOSSAIRE

CARTOGRAPHIE
Réalisation de cartes géographiques d'un lieu précis



↑ Sous la pression populaire et internationale, Ariel Henry a démissionné comme premier ministre d'Haïti le 12 mars. Photo: Primature Gouvernement d'Haïti



↑ Frantz Voltaire souhaite voir une solution par les Haïtiens pour résoudre la situation en Haïti. Photo: Courtoisie Gregory Jean Baptiste

HAÏTI : UNE CRISE QUI DÉPASSE SES FRONTIÈRES

Haïti est une fois de plus sous les projecteurs. Des groupes armés sèment la terreur dans les rues de Port-au-Prince, le premier ministre Ariel Henry a dû démissionner et un conseil présidentiel a été mis en place un mois après presque jour pour jour. Deux experts expliquent comment nous en sommes arrivés là et démystifient le rôle de la communauté internationale.

Pour le président du conseil d'administration du Centre international de documentation et d'information haïtienne, caribéenne et afro-canadienne (CIDIHCA), Frantz Voltaire, il faut remonter dans le temps afin de comprendre la situation qui se déroule en Haïti, plus exactement en 2010.

Malgré le tremblement de terre qui secoue la capitale Port-au-Prince le 12 janvier 2010, la communauté internationale, y compris les États-Unis, impose des élections présidentielles aux Haïtiens, relate-t-il.

2010 : CATASTROPHE NATURELLE, CRISE POLITIQUE

Le 14 mai 2011, Michel Martelly devient président avec plus de 67 % des voix, alors qu'il n'avait obtenu que 21 % des voix au premier tour.

En février 2016, sous la pression populaire, il laisse le pouvoir, sans successeur élu.

Après une crise électorale, à la fin de l'année 2016, «encore une fois [la communauté internationale] impose la "solution Jovenel Moïse", qui va passer avec presque 500 000 voix, alors qu'il y a 5 millions d'électeurs», raconte Frantz Voltaire.

Ce faible taux de participation à l'élection présidentielle s'explique par un boycottage du scrutin. «[Les Haïtiens] reprochaient ce double standard à la communauté internationale présente en Haïti : il y avait d'un côté un discours sur la démocratie et de l'autre des pratiques antidémocratiques», poursuit-il.

L'écrivain canado-haïtien soutient que c'est à partir de ce moment-là que le pays a vu croître le nombre de gangs armés dans les rues de Port-au-Prince. «[Ils] sont peu armés au départ, mais armés de plus en plus en raison d'un trafic d'armes», ajoute Frantz Voltaire.

DE JOVENEL MOÏSE À ARIEL HENRY

Le 5 juillet 2021, deux jours avant son assassinat, Jovenel Moïse nomme Ariel Henry premier ministre du pays. Ce dernier ne passera donc jamais devant le Parlement haïtien, comme le prévoit la Constitution haïtienne de 1987.

Malgré cela, Ariel Henry est nommé à la tête du Palais national par l'ancienne représentante spéciale du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en Haïti, Helen Meagher La Lime.

D'OÙ VIENNENT CES ARMES?

Selon Frantz Voltaire, il n'y a pas en Haïti de production industrielle d'armement; ces armes proviennent principalement de la Floride et de la frontière avec la République dominicaine.

Les États-Unis ne font pas le travail nécessaire pour contrôler le flux d'exportation légale et illégale d'armes à feu en Haïti, estime de son côté Stephen Baranyi, professeur titulaire en développement international et mondialisation à l'Université d'Ottawa.



FRANCOPRESSE



[ILS] SONT PEU ARMÉS AU DÉPART, MAIS ARMÉS DE PLUS EN PLUS EN RAISON D'UN TRAFIC D'ARMES.»

Frantz Voltaire



ON NE RÉSOULT PAS LES PROBLÈMES DE FOND D'UN PAYS COMME HAÏTI EN UN JOUR.»

Stephen Baranyi



GLOSSAIRE

GROGNE

Expression d'un sentiment de mécontentement

CHANTALLYA LOUIS
JOURNALISTE

«Il n'y a pas eu d'élection, rappelle Frantz Voltaire, et Ariel Henry a gouverné pratiquement en autocrate, mais sans contrôler la situation sécuritaire, sans mettre en place des politiques de changement.»

GROGNE GRANDISSANTE

Le mandat d'Ariel Henry devait prendre fin le 7 février 2024, mais il repousse encore une fois les élections à l'année 2025. «Ce qui donnerait à Ariel Henry un mandat peut-être présidentiel», commente Frantz Voltaire.

Toutefois, avant de lancer le processus électoral, Ariel Henry souhaite ramener l'ordre à Port-au-Prince. Il se rend donc au Kenya pour signer une entente pour l'envoi de plus de 1000 policiers kenyans dans le cadre d'une mission internationale soutenue par les Nations unies pour endiguer la violence des gangs armés.

Mais une partie de la communauté haïtienne voit la mission kenyane comme «une fausse solution», dit Frantz Voltaire.

«Vous envoyez 1000 policiers qui ne connaissent pas la langue, qui ne connaissent pas le pays, en plus qu'ils n'ont pas l'infrastructure nécessaire pour opérer dans le pays. [...] On avait l'impression que cette opération était un peu bidon», lâche-t-il.

Pour sa part, Stephen Baranyi soutient que cette mission ne peut qu'aider la Police nationale d'Haïti (PNH) à restaurer un certain niveau de stabilité, «mais elle doit aller de pair avec un accord politique menant à des élections plus crédibles».

Pendant ce temps, la situation sécuritaire et humanitaire dégénère au pays. Le 2 mars dernier, les gangs prennent d'assaut les deux plus grandes prisons de la capitale et libèrent plus de 3000 prisonniers.

La **grogne** s'élève à Port-au-Prince, la sécurité des citoyens est de plus en plus à risque. Les gangs prennent le contrôle de plus de 80 % de la capitale ainsi que de l'aéroport international et des ports. Ils bloquent aussi l'accès à plusieurs routes principales.

La demande des groupes armés est claire: Ariel Henry doit démissionner. Le premier ministre ne peut donc plus retourner au pays. Le chef du groupe armé G9, Jimmy Chérizier, surnommé «Barbecue», menace de déclencher une guerre civile.

RENCONTRE D'URGENCE ET DÉMISSION

Voyant la situation empirer, la Communauté des Caraïbes (CARICOM) convoque une rencontre d'urgence en Jamaïque le 11 mars. Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, y participe par vidéoconférence, mais aucun représentant haïtien n'y prend part, un «grand problème», soutient Stephen Baranyi.

Cependant, «Haïti était dans une impasse», ajoute-t-il. Pour lui, l'idée derrière cette rencontre était «d'aider les Haïtiens à construire un contrepouvoir qui pût avoir un petit peu plus de légitimité requise pour organiser des élections et surveiller la force multinationale».

Sous la pression populaire et ayant perdu l'appui de la communauté internationale, Ariel

Henry annonce sa démission le 12 mars, mais pas sans condition. Il déclare qu'il continuera de gérer les affaires courantes, en attendant la nomination d'un nouveau premier ministre par le conseil présidentiel demandé par CARICOM et finalement créé de 12 avril.

Malgré tout, la CARICOM obtient l'accord des États-Unis et du Canada pour mettre en place un conseil présidentiel de transition. «Un énorme pas en avant», considère Stephen Baranyi.

UN CONSEIL PRÉSIDENTIEL, C'EST QUOI?

«On crée une instance qui va être très difficile [à gérer], observe Frantz Voltaire, perplexe. Une commission présidentielle composée de sept membres venus de différents secteurs. C'est une structure qui n'est prévue ni par la Constitution ni par la tradition gouvernementale en Haïti.»

Le président du CIDIHCA indique que le conseil présidentiel n'est pas chargé de remplir des fonctions exécutives, mais de proposer un premier ministre qui aurait notamment comme mandat d'organiser des élections.

Cependant, la complexité de la crise haïtienne ne peut être résolue par la présentation d'un groupe, avance M. Fanon.

Même son de cloche du côté de Stephen Baranyi. «On ne résout pas les problèmes de fond d'un pays comme Haïti en un jour, admet-il. Mais ce déblocage était absolument crucial pour pouvoir mettre en place un vrai gouvernement plus largement accepté.»

Ce pouvoir, attendu par la communauté internationale depuis maintenant plusieurs jours, pourrait permettre aux forces multinationales de contrôler les gangs.

On ne sait cependant pas au moment de publier cet article qui sont les sept membres de ce conseil présidentiel.

Par ailleurs, le Kenya a suspendu l'envoi de ses policiers en Haïti en attendant la nouvelle autorité constitutionnelle. ▲



↑ Stephen Baranyi croit qu'un conseil présidentiel de transition est un pas dans la bonne direction pour sortir Haïti de cette crise politique. Photo: Chantallya Louis - Francopresse

UNE DIASPORA HAÏTIENNE ALBERTAINE IMPUISSANTE ET MEURTRIE

Face à l'escalade de la violence et à l'instabilité politique qui sévit depuis plusieurs semaines en Haïti, sa diaspora albertaine retient son souffle. Inquiétude, peur, colère, culpabilité, les émotions, à vif, s'accablent comme un fardeau. S'ils sont encore plusieurs à espérer une accalmie avec la mise en place récente du conseil de transition présidentiel, de nombreux membres de la communauté continuent de se sentir impuissants loin des leurs.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



Presque tous les Haïtiens ont cette boule au ventre le matin quand ils se réveillent et le soir quand ils s'endorment. On vit l'émotion à l'extérieur d'Haïti comme si on était encore au pays», décrit Jameskley Jean-Baptiste d'une voix empreinte de sagesse. Depuis son arrivée à Edmonton en juillet 2023, ce dernier a tissé des liens étroits avec d'autres membres de sa communauté. Ensemble, ils se réunissent fréquemment depuis quelques semaines pour prendre des nouvelles de leurs familles respectives. Un moyen de s'épauler dans ces moments difficiles.

«Ce qu'il faut comprendre, c'est que chaque fois qu'il se passe quelque chose au pays, cela a des répercussions directes ici, chez nous, en Alberta», précise le nouvel arrivant. Puisque la diaspora haïtienne est relativement récente dans la province, explique-t-il, ils sont plusieurs à avoir encore des attaches fortes sur l'île d'Hispaniola et à craindre pour la sécurité de leurs proches qui y résident. Les parents et la sœur cadette de Jameskley habitent notamment la capitale de Port-au-Prince, là où la violence des gangs est la plus répandue.

«Moi, je me renseigne tous les jours. Si ma famille ne décroche pas [le téléphone], je pense toujours au pire et ça peut causer une situation de panique», laisse-t-il tomber.

Ces sentiments de tourmente et d'anxiété semblent généralisés parmi les membres de la diaspora haïtienne de l'Alberta. Natacha Jean-Jacques, qui



↑ Jameskley Jean-Baptiste est installé à Edmonton depuis juillet 2023. Photos : Courtoisie.

réside à Calgary, se dit, elle aussi, «très inquiète» pour la sécurité des membres de sa famille qui habitent la capitale du pays. Son cousin Davidson Dorcé, qu'elle considère comme son fils adoptif, lui envoie des nouvelles tous les jours. Mais l'angoisse demeure présente sachant que «toute visite à l'épicerie pourrait être la dernière». «Je suis la situation de très près. Ce n'est pas facile. La violence a atteint un niveau inimaginable et les jeunes hommes sont très à risque», décrit-elle, la voix étranglée par l'émotion.

Ce qui rend la situation encore plus difficile à vivre, confie Natacha, c'est le «sentiment d'impuissance» auquel est confrontée la diaspora. D'après elle, plusieurs membres de la communauté préféreraient être sur place pour avoir un meilleur contrôle sur la situation. «Le simple fait qu'on soit loin, ça fait en sorte qu'on se culpabilise de ne pas être là pour aider», résume-t-elle. Un sentiment qui lui est malheureusement familier et rappelle celui ressenti en 2010 à la suite du séisme qui avait ravagé le pays.

VIVRE EN ENFER

Davidson Dorcé, lui, aimerait bien fuir Port-au-Prince pour se réfugier sous des cieux plus sécuritaires. Terrorisé par la violence en cours, il a confié à la rédaction, par échange de messages WhatsApp, un jour où les communications fonctionnaient, avoir du mal à envisager un avenir dans son pays, surtout depuis que ses activités quotidiennes ont été paralysées par les gangs. «Parfois, je me sens découragé tellement la vie est difficile. J'ai tellement peur dans ce pays, [...] j'ai peur de sortir dans la rue. [...] Il n'y a pas d'avenir pour les jeunes. J'ai 28 ans et je n'ai pas encore eu la possibilité de me réaliser dans ma vie personnelle», déplore-t-il.

Bien qu'il désire rejoindre en Alberta celle qui l'a pris sous sa charge depuis le décès de ses parents et continue de



↑ Natacha Jean-Jacques peine à accepter que son fils adoptif soit toujours exposé aux dangers.



↑ Justine Elliot est psychologue spécialisée dans le traitement du trauma.



«joue[r] un important rôle dans [sa] vie», le parrainage est impossible. Le jeune homme ne remplit pas les critères d'admissibilité en raison du caractère «trop distant» de son lien familial avec sa cousine.

Cette réalité, **couplée** aux «râtes» du Programme humanitaire familial mis en place par le gouvernement fédéral afin d'offrir un corridor d'immigration aux Haïtiens, offre peu d'optimisme à Natacha Jean-Jacques quant à la suite. «S'il ne peut pas venir ici, je prie au moins pour qu'il y ait un répit dans la violence. C'est rendu juste trop intense», ajoute-t-elle.

«Aujourd'hui, trois jeunes ont été tués par des individus armés [parce qu'ils voulaient] se déplacer ailleurs dans la ville. [Il y a] des morts partout dans la ville. Haïti est livrée à elle-même et des milliers de personnes [...] vivent dans des conditions semblables à l'enfer», rappelle d'ailleurs Davidson dans cet échange de messages avec la rédaction.



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

GÉRER LE CONFLIT À DISTANCE

Lorsqu'un conflit éclate dans leur pays d'origine, les immigrants ont tendance à être confrontés à un traumatisme et une perte multifactoriels. Leur sentiment de sécurité peut être profondément perturbé et être accompagné d'émotions telles que la colère, la tristesse et l'anxiété. Selon Justine Elliot, une psychologue spécialisée dans le traitement du trauma, il n'existe pas de réaction «typique ou normale pour ces individus». «Ça va dépendre de chacun et de la manière dont le conflit les impacte concrètement», explique-t-elle.

Certaines émotions ont cependant tendance à être plus répandues, comme le sentiment d'impuissance décrit par les interlocuteurs interrogés par la rédaction. «Si des membres de la famille ou des amis habitent encore au pays, on peut faire face à beaucoup d'incertitude, ce qui crée encore plus d'impuissance. La diaspora aura tendance à se sentir responsable et à se culpabiliser de ne pas pouvoir en faire plus pour épauler ses proches», analyse la directrice des services cliniques de The Grief and Trauma Healing Centre, à Edmonton.

Pour certains, la culpabilité est parfois si accablante qu'elle peut également se manifester sous forme de syndrome du survivant. Ces personnes peuvent ressentir un malaise à l'idée d'être encore en vie, alors que plusieurs de leurs compatriotes sont décédés de mort violente, notamment, ou continuent de vivre dans des conditions critiques. «Il est très courant d'observer ce type de réactions», affirme la psychologue.

Dieulita Datus, une ressortissante qui habite à Red Deer et détient encore sa citoyenneté haïtienne, évoque des émotions qui s'apparentent à ce syndrome. «L'année dernière, avant que j'obtienne ma résidence permanente, il y avait toujours la possibilité et la peur que je doive retourner au pays. Maintenant, c'est comme si j'espérais le contraire. J'aimerais être là pour ma famille et les supporter sur place. Je me demande pourquoi, moi, je suis ici en sécurité et qu'eux sont là-bas», mentionne-t-elle.

CONTRIBUER À SA FAÇON

Malgré son sentiment d'impuissance, Dieulita s'efforce de considérer de manière positive le rôle qu'elle peut jouer à distance pour aider ses proches. Puisque le pays est plongé dans une crise étatique qui entrave le bon fonctionnement de l'économie, elle estime que le soutien financier qu'elle apporte à sa famille est plus pertinent que jamais. «Il est important de souligner qu'une grande partie du PIB d'Haïti provient de l'étranger», souligne-t-elle. Pour rappel, Affaires mondiales Canada estime que les transferts de fonds de la diaspora haïtienne et la rémunération des travailleurs internationaux en Haïti

représentaient plus de 20 % du produit intérieur brut en 2020.

En attendant que les choses se stabilisent, cette ressortissante essaie aussi de trouver des moyens de gérer son stress et son anxiété. Elle reconnaît avoir ressenti une détérioration de sa santé mentale au cours des derniers mois. «Mon mari filtre les nouvelles et c'est lui qui m'explique les grandes lignes. J'essaie aussi de ne pas regarder les vidéos qui sont publiées parce que plusieurs d'entre elles sont très graphiques», explique-t-elle.

Cette stratégie est également celle préconisée par Justine Elliot pour atténuer le stress lié aux violences actuelles, que ce soit à Haïti, mais aussi en Palestine et en Ukraine où des conflits sont en cours. «Parfois, un bon moyen de réduire le stress consiste à couper ou du moins à limiter l'accès aux fils d'actualité. Éteindre les notifications et dédier une heure spécifique à la consommation de nouvelles peut être bénéfique», explique-t-elle.

Elle encourage également la diaspora haïtienne à garder un contact étroit avec son réseau en Alberta. Le partage avec des personnes qui vivent une situation similaire peut être «vraiment réconfortant et thérapeutique».

PÉRIODE DE TRANSITION PONCTUÉE D'INCERTITUDE

Si la crise haïtienne semble avoir pris un tournant pour le meilleur avec la formation d'un conseil de transition présidentiel de 22 mois chargé de restaurer l'ordre au pays, la diaspora espère toujours assister à une transition pacifique qui permettra de ramener un niveau de sécurité décent au pays. Pour précision, 53 000 personnes ont fui la zone métropolitaine de Port-au-Prince au cours du mois de mars pour se mettre à l'abri des attaques des gangs, d'après un rapport produit par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

«Mon espoir, c'est que les enfants puissent retourner sur les bancs d'école, sans avoir peur», mentionne Dieulita. Un sentiment que partage également Jameskley Jean-Baptiste. «J'espère que les Haïtiens pourront retrouver un semblant de normalité et reprendre goût à la vie. Je souhaite que les prochains jours soient meilleurs que ceux que l'on vient d'écouler parce que le pays est invivable présentement», souligne-t-il.

Ce dernier demeure toutefois sceptique quant à une «solution magique et définitive» qui réglera tous les problèmes, alors qu'une partie de la population remet toujours en question l'interventionnisme des États-Unis et de la communauté internationale au pays. «Beaucoup se demandent aussi comment le conseil fera pour se mettre d'accord sur les décisions à prendre. Ça reste à avoir, mais au moins, ça devrait apporter une certaine normalité au cours des prochaines semaines», conclut-il. ▲



ON VIT L'ÉMO-TION À L'EXTÉ-RIEUR D'HAÏTI COMME SI ON ÉTAIT ENCORE AU PAYS.»

Jameskley
Jean-Baptiste



LA VIOLENCE A ATTEINT UN NIVEAU INIMAGINABLE ET LES JEUNES HOMMES SONT TRÈS À RISQUE.»

Natacha
Jean-Jacques



PARFOIS, UN BON MOYEN DE RÉDUIRE LE STRESS CONSISTE À COUPER OU DU MOINS À LIMITER L'ACCÈS AUX FILS D'ACTUALITÉ.»

Justine Elliot



MON ESPOIR, C'EST QUE LES ENFANTS PUISSENT RETOURNER SUR LES BANCS D'ÉCOLE, SANS AVOIR PEUR.»

Dieulita Datus

Le conseil de transition présidentiel a pour mission de choisir un premier ministre et de former un gouvernement en collaboration avec lui dans le but de préparer le pays à des élections. Les membres du conseil et du gouvernement ne pourront pas s'y présenter. Haïti n'a plus de président depuis l'assassinat de Jovenel Moïse en 2021.



GLOSSAIRE

COUPLER

Lier une chose à une autre

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST
wired wireless

Dr Claude Boutin

B.Sc., D.D.S., D. Ortho., F.R.C.C.
Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire



Tél. : (403) 284-5202
www.drboutin.com

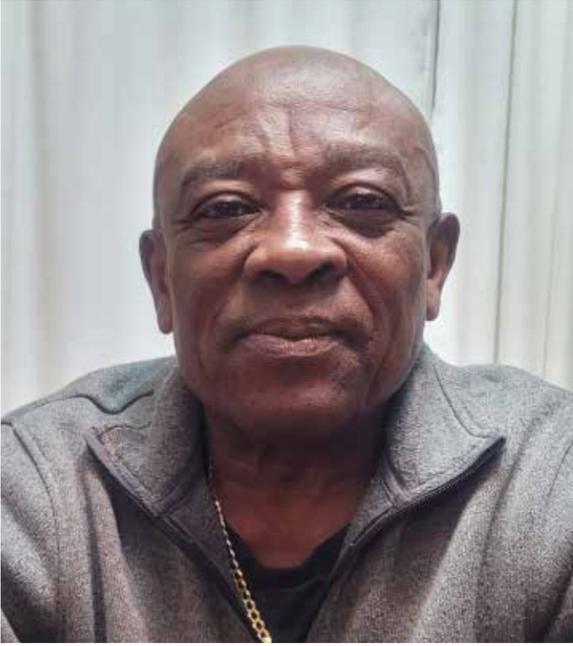
Market Mall Executive Professional Centre

Suite 124 – 4935 40 Avenue N.O.
Calgary, AB T3A 2N1



Sous le crayon de Melki





↑ Originaire d'Haïti, Fritz Cazeneuve est un Franco-Albertain d'adoption qui habite Calgary depuis près de vingt-cinq ans. Photo : Courtoisie



↑ Andre Nguini et sa famille sont installés à Calgary depuis novembre 2023. Photo : Courtoisie



↑ Esdras Ngenzi est le directeur général du CANAF. Photo : Courtoisie

NAVIGUER L'INTÉGRATION EN FAMILLE, UN NOUVEAU PROJET AU CANAF

Le Centre d'accueil pour nouveaux arrivants francophones (CANAF) a inauguré, lors d'un événement officiel, le 30 mars dernier, son projet dédié à l'intégration des familles noires et immigrantes de Calgary. L'initiative vise à offrir un espace d'écoute où chacun peut partager ses expériences et s'acclimater aux valeurs albertaines, dans l'objectif d'atténuer le choc culturel souvent éprouvé à l'arrivée.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



ICI, LES GENS
RESENTENT DANS
LEUR COIN.»

Andre Nguini



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

Le processus d'intégration, loin d'être linéaire, peut être parsemé d'embûches, raconte Andre Nguini, un père de famille d'origine camerounaise établi dans la province albertaine depuis novembre 2023. «En commençant le projet d'immigration, nous sommes conscients que c'est un nouveau départ, que les choses seront forcément différentes. Nous nous sommes préparés à ça. [Néanmoins,] le choc, il est là. Moi, j'ai perdu mes repères», résume-t-il.

Les différences entre le Canada et le Cameroun s'étendent à divers aspects, du climat aux coutumes, mais pour Andre, ce qui s'avère le plus «déstabilisant» réside dans une nuance plus subtile. D'après lui, les interactions sociales sont beaucoup moins prédominantes dans la vie quotidienne des Canadiens que des Africains. «Ici, les gens restent dans leur coin», dit-il.

Et lorsque des échanges surviennent, ils ont tendance à être moins spontanés et chaleureux que ceux dans son pays natal. «Le seul bémol que je mets là-dessus, c'est que nous sommes arrivés au début de l'hiver. Alors peut-être que ça joue sur le côté chaleureux des gens», observe-t-il.

Depuis son arrivée à Calgary, la convivialité de la francophonie et l'organisation régulière d'événements sont

« ON VEUT S'ASSURER QUE LES DISCUSSIONS NE DEMEURENT PAS EN VASE CLOS. »

Esdras Ngenzi



« J'AI ENVIE DE PARTAGER MES CONNAISSANCES AVEC LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'IMMIGRANTS. »

Fritz Cazeneuve



« ME FAIRE FIXER DU REGARD DANS LE BUS, C'EST MAL VU DANS MON PAYS. ÇA VEUT DIRE QU'ON ME DÉNIGRE. MAIS ÇA ARRIVE FRÉQUEMMENT ICI. »

Andre Nguini

de son bon œil par le nouvel arrivant malgré qu'il remarque une certaine tendance au **communautarisme** qui freine en partie son intégration à la société majoritaire. «J'ai l'impression qu'il y a une séparation franche entre les communautés francophone et anglophone. Petit à petit, j'essaie de rencontrer des anglophones par moi-même, dans le cadre d'activités religieuses», souligne le Camerounais d'origine.

UNE QUESTION D'INTERPRÉTATION?

Andre demeure prudent. Il précise que ses impressions sont basées sur ses connaissances culturelles actuelles et qu'elles sont appelées à évoluer au fur et à mesure qu'il en apprendra sur les cultures albertaine et canadienne. Le nouveau projet dédié aux familles noires et immigrantes, mis en place par le CANAF, arrive opportunément, ajoute-t-il.

«Ce que j'attends des organismes d'accueil, c'est qu'ils nous aident à comprendre le comportement général et l'état d'esprit des gens d'ici pour que je puisse m'ajuster, vivre un moins grand choc culturel et mieux m'intégrer. C'est précisément l'objectif du projet, alors c'est génial», mentionne-t-il.

Le directeur général du CANAF, Esdras Ngenzi, voit également ce nouveau projet comme une occasion d'aider les nouveaux arrivants francophones à s'initier aux coutumes albertaines. «Il y a des cultures où l'école prend en charge les enfants complètement et les parents ne sont pas impliqués. Ici, c'est totalement différent. Il faut donner ces notions aux nouveaux arrivants pour les rapprocher culturellement de leur société d'accueil», illustre-t-il.

Après tout, ajoute-t-il, le processus d'intégration commence avant par la «création d'une compréhension mutuelle» avec autrui. Aux mains d'ateliers et de discussions formelles, il espère donc rassembler une quarantaine de familles racisées (dont trente familles noires) et quelques familles d'accueil dans les prochains mois. Une première activité a déjà eu lieu avec une dizaine de familles le 30 mars dernier et un processus de recrutement est également en cours pour trouver d'autres participants.

Et si le projet s'adresse avant tout aux adultes, le directeur général entend trouver un moyen d'impliquer les plus jeunes dans les activités en leur permettant, par exemple, de créer du contenu pour les réseaux sociaux à partir des panels de discussion. «Ils pourront être eux-mêmes un relais de sensibilisation. On veut s'assurer que les discussions ne demeurent pas en vase clos», explique-t-il.

En impliquant des familles de la société d'accueil, le dirigeant du CANAF espère aussi sensibiliser les Albertains

aux réalités que peuvent rencontrer les nouveaux arrivants, en particulier ceux d'origine racisée. «Les communautés noires ont été identifiées comme un des groupes qui est le plus [enclen] à subir le racisme systémique d'après le gouvernement fédéral. Ces communautés tendent à vivre dans l'isolement ou à rester au sein de leur communauté culturelle», analyse-t-il.

MISSION : SENSIBILISATION

Fritz Cazeneuve, un Franco-Albertain d'origine haïtienne établi à Calgary depuis près de vingt-cinq ans, espère pouvoir accompagner les familles de nouveaux arrivants dans le cadre de ce projet du CANAF. «Ça fait longtemps que je suis ici et je suis bien entouré. J'ai envie de partager mes connaissances avec la nouvelle génération d'immigrants», souligne-t-il.

Bien qu'il n'ait jamais ressenti de discrimination raciale depuis son arrivée en Alberta, ce dernier reconnaît que les personnes noires et racisées peuvent rencontrer des difficultés lorsqu'ils s'installent dans la province. Il a d'ailleurs pris l'habitude d'ouvrir sa porte à tous ceux qui en ont besoin. «J'ai cinq personnes à la maison, des personnes noires, qui avaient de la difficulté à se trouver un logement et à s'intégrer, alors je leur ai dit de venir chez moi jusqu'à tant que leur situation se stabilise», raconte-t-il.

Andre Nguini et sa famille aspirent, quant à eux, à démystifier le racisme systémique et ses ramifications qui peuvent prendre diverses formes, allant des micro-agressions aux préjugés, afin de mieux identifier les comportements inappropriés. Ils ont déjà été confrontés, au cours des derniers mois, à quelques incidents qui les ont incités à la réflexion, mais ils préfèrent éviter de tirer des conclusions hâtives.

«Me faire fixer du regard dans le bus, c'est mal vu dans mon pays. Ça veut dire qu'on me dénigre. Mais ça arrive fréquemment ici. [...] Et d'où je viens, les enfants ont l'habitude de jouer ensemble, alors je ne comprends pas pourquoi des parents retirent leurs enfants lorsque ma fille les approche à la bibliothèque», explique-t-il.

En donnant la parole aux familles immigrantes, le CANAF espère en apprendre davantage sur les formes de racisme qui peuvent être vécues à l'arrivée au pays et permettre aux nouveaux arrivants de partager leurs ressentis en toute sécurité.

«Ils pourront parler de leurs défis, échanger sur le racisme. On espère parallèlement que ça permettra de faire une réflexion sur l'Alberta comme société d'accueil et de voir comment on peut être plus accueillants», conclut Esdras Ngenzi. ▲

Projet diversité féminine (DFD)
Un projet qui donne de la visibilité aux femmes artistes autochtones, métisses et noires francophones.

Jusqu'au 29 février le musée présente *Gaïa, terre Mère, un thème sur le changement climatique.*

Heures d'ouverture : mer, jeu et ven de 10h30 à 17h (fermé pour l'heure du midi)
116 et 118, 8627 rue Marie-Anne Gaboury
Edmonton (AB) T6C 3N1

Contactez-nous : info@wamsoc.ca | 780 803 2016 | wamsoc.ca

La santé en français: Essentiel!

780-466-9816

rsa-ab.ca

8627, rue Marie-Anne-Gaboury
Bureau 304A
Edmonton Alberta T6C 3N1

Tout pour améliorer l'accès aux services de santé en français

GLOSSAIRE

COMMUNAUTARISME

Doctrine qui met l'accent sur le maintien de communautés plutôt que sur l'intégration



↑ Mylène Beaulieu (deuxième à droite), des participantes et des membres du PIA présentent les mets qu'elles ont préparés ensemble. Photo : Courtoisie

CUISINER ET VIVRE ENSEMBLE, UN ATELIER AUX SAVEURS MULTICULTURELLES

Le 23 mars, plus d'une quarantaine de femmes ont participé à un atelier de cuisine multiculturelle orchestré par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Lethbridge en partenariat avec le Portail de l'Immigrant Association (PIA). Au menu de cette expérience culinaire : une pincée de socialisation, une touche de découverte culturelle et, bien sûr, une délicieuse fusion des saveurs.



IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



« J'ÉTAIS RAVIE DE PARTAGER CERTAINES CONNAISSANCES DE LA CUISINE DE CHEZ MOI AUX AUTRES. »
Merveille Kalula



Il y avait du chou vert au beurre d'arachides avec du poulet frit, du plantain frit et du fofou, qui est aussi un plat de chez nous», relate, avec entrain, Merveille Kalula. Ces spécialités de la République démocratique du Congo d'où elle est originaire ont été préparées de ses mains lors de cet après-midi «méorable».

Elle insiste sur l'ambiance collaborative qui a régné pendant l'événement, permettant à tous d'ajouter sa touche personnelle. «J'étais ravie de partager certaines connaissances de la cuisine de chez moi aux autres [...]. On a donné les instructions, partagé les tâches et chacun avait quelque chose à faire», explique celle qui travaille en restauration à Lethbridge.

Outre les délices congolais, des samoussas et de l'agatoki ont aussi été préparés par une cuisinière originaire du Burundi et ses aides-cuisiniers. Le mélange de saveurs était donc notable, tout comme celui des cultures, explique Merveille, avec la présence de participantes venues d'Algérie, du Cameroun et de la République centrafricaine. Une diversité qui a à la fois «enrichi l'expérience culinaire et humaine».

Après tout, au-delà de la gastronomie, cette rencontre offrait également l'occasion aux participantes, toutes de nouvelles arrivantes, de faire connaissance et de tisser des liens entre elles. «Les gens du PIA et de l'ACFA nous ont mis à l'aise, on se sentait à la maison. C'était un bon moment de rencontre et tout le monde était très accueillant», témoigne Merveille.

TOUS BIENVENUS

Pour s'assurer que tous se sentent inclus lors de l'activité, la directrice régionale de l'ACFA régionale de Lethbridge, Mylène Beaulieu, a même encouragé une des participantes qui ne souhaitait pas cuisiner à endosser le rôle de DJ pour divertir les cuisinières. «Elle a mis de la musique d'un peu partout. Du Burundi, du Congo et même des chansons québécoises. Ça a vraiment mis de l'ambiance», confie-t-elle.



« C'EST DIFFICILE POUR TOUS LES FRANCOPHONES DE CRÉER DES LIENS, C'EST POUR ÇA QUE JE VOULAIS QUE LES HOMMES PUISSENT ÊTRE PRÉSENTS AUSSI. »

Mylène Beaulieu



« QUAND JE SUIS ARRIVÉE, JE NE SAVAIS MÊME PAS QU'IL EXISTAIT DES SERVICES EN FRANÇAIS. »

Christine Ntamack

C'est aussi dans cette esprit d'inclusion qu'elle a invité les participantes de Lethbridge à **trimbaler** avec elles leurs conjoints et enfants même si l'atelier était organisé en collaboration avec le PIA dans le cadre de son programme des femmes.

«C'est difficile pour tous les francophones de créer des liens, c'est pour ça que je voulais que les hommes puissent être présents aussi. Il y avait quelques maris et un grand-papa», relate la directrice régionale.

Au moment de la dégustation des mets dans la cuisine et la cafétéria de l'École La Vérendrye, située à La Cité des Prairies où sont localisés les bureaux de l'ACFA régionale de Lethbridge, les échanges se faisaient tantôt en français, tantôt dans d'autres langues. «C'était une ambiance très multiculturelle, comme nous l'avions espéré», s'enthousiasme Mylène Beaulieu.

CRÉER DES LIENS POUR MIEUX S'INTÉGRER

Malgré la tempête de neige qui sévissait dans le sud de la province, quelques employés du PIA et une dizaine de nouvelles arrivantes ont bravé les intempéries pour prendre part à l'atelier. Parmi celles-ci, Christine Ntamack attendait cette journée avec impatience pour s'évader de ses tâches quotidiennes le temps de quelques heures et pour «socialiser avec d'autres femmes».

«Ça m'a fait très plaisir, surtout d'être entourée de francophones. C'est difficile de tomber sur d'autres personnes qui parlent français ici, à Calgary, et en Alberta. Quand je suis arrivée, je ne savais même pas qu'il existait des services en français», souligne cette mère d'origine camerounaise.

Son témoignage rappelle à quel point les organismes communautaires et culturels francophones jouent un rôle clé dans l'établissement et l'intégration des nouveaux arrivants. En terre étrangère, rencontrer des individus «partageant une langue commune» et des similitudes culturelles peut «agir comme un vrai baume». «Ça fait du bien de savoir qu'il y a des gens avec qui on peut s'entendre facilement», mentionne enfin Christine. ▲



Gouvernement du Canada / Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À EDMONTON (ALBERTA) NUMÉRO DE DOSSIER : 81002445

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 8 mai 2024, concernant la disponibilité de locaux à bureaux, de locaux d'entreposage et d'une enceinte à louer dans des immeubles à Edmonton, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1^{er} avril 2027.

Pour voir la version intégrale de cette invitation, consultez le site AchatsCanada à <https://canadabuys.canada.ca/fr> ou communiquez avec Sheena Collins au 780-907-4786 ou à sheena.collins@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

GLOSSAIRE
TRIMBALER
Emporter avec soi



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

PARCOURS ENTREPRISE



Services gratuits
d'accompagnement
sur mesure



PARCOURS EMPLOI



UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le 27 mars dernier, la chaîne de restauration rapide Tim Hortons a officialisé publiquement un partenariat avec l'application mobile Too Good To Go pour récupérer ses excédents alimentaires et les rendre disponibles à faible prix aux consommateurs canadiens et albertains. Pour rappel, près de 60% de la nourriture produite au Canada est gaspillée, d'après l'organisation caritative de sauvetage alimentaire Deuxième Récolte.



Depuis septembre 2024, pas moins de 250 franchises albertaines de Tim Hortons ont rejoint l'application, représentant plus de 60% de l'ensemble des restaurants de la chaîne dans la province. Nicolas Dot, responsable des relations publiques à Too Good To Go, se réjouit de ces statistiques **prometteuses**, notant que «plus de 15 000 Albertains ont déjà bénéficié de 40 000 paniers surprises au cours des derniers mois».

L'application mobile offre aux utilisateurs la possibilité de se procurer des paniers contenant des beignes, des muffins, des biscuits et d'autres pâtisseries invendues pendant la journée et qui risqueraient autrement de finir aux ordures le soir venu. Étant donné l'importance de maintenir la fraîcheur de ces articles

quotidiennement, il est fréquent qu'ils soient gaspillés, signale le gestionnaire.

Un rapport récent partagé par l'organisation Deuxième Récolte montrait d'ailleurs que 32% des aliments qui sont jetés au Canada étaient encore comestibles et auraient pu être récupérés.

«Le gaspillage alimentaire compte quand même pour 10% des émissions de gaz à effet de serre planétaires. [...] Je pense qu'il y a une prise de conscience des Canadiens et une volonté de mettre en place des habitudes alimentaires durables face à cet enjeu, notamment avec l'application», renchérit-il.

Les régions de Calgary, Edmonton, Red Deer et Lethbridge comptent le plus grand nombre de franchises participantes pour le moment, mais le gestionnaire espère voir d'autres villes de plus petite taille emboîter le pas au cours des prochains mois.

À Cochrane, où l'initiative a été lancée il y a déjà six mois, les progrès sont déjà visibles avec une offre qui s'étend maintenant à trois établissements. Bien que la gérante du restaurant local situé sur Westside Drive, Lezley Rillera, n'ait pas pu accorder d'entrevue à la rédaction pour des raisons de confidentialité, elle a tout de même indiqué que «les choses évoluent dans la bonne direction» et que de «plus en plus» de clients utilisent l'application.

Au-delà de ses efforts d'expansion auprès des autres succursales de la chaîne de restauration rapide, Too Good To Go aimerait voir d'autres commerces albertains, que ce soit des boulangeries, des cafés ou des épiceries, rendre leurs surplus disponibles.

«Il y a un peu plus de mille commerçants qui ont sauvé au moins un panier surprise sur l'application depuis



nos débuts à Calgary, il y a deux ans. On veut faire augmenter ce chiffre. C'est sûr qu'avec un partenariat d'une aussi grande ampleur [avec Tim Hortons], on espère motiver d'autres commerces à aller de l'avant», prévient Nicolas Dot.

QUAND SAUVER LA PLANÈTE RIME AVEC ÉCONOMIES

Si l'engouement est aussi fort depuis que l'application danoise a été lancée au Canada en 2021, c'est aussi parce qu'elle permet aux consommateurs d'effectuer des économies considérables. Chaque panier surprise offert par Tim Hortons pour la somme de 4,99\$, par exemple, a une valeur estimée à 15\$ ou plus. Cette logique s'applique également aux autres commerces présents sur l'application.

«Notre but premier est de réduire le gaspillage alimentaire, mais c'est certain que dans le contexte économique dans lequel on se trouve, les consommateurs peuvent voir des bienfaits sur le portefeuille aussi», note Nicolas Dot. Il rappelle que «plus de 70%» des Canadiens qui utilisent les applications de sauvetage alimentaire le font dans le but d'économiser de l'argent. ▲

↑ Nicolas Dot est responsable des relations publiques à Too Good To Go. Photo : Courtoisie

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE? NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER!

Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822

Par courriel question@infojuri.ca

Services de notaire public gratuits à Calgary et Edmonton



Association des juristes d'expression française de l'Alberta



GLOSSAIRE

PROMETTEUR

Qui permet de croire à quelque chose de favorable pour l'avenir



GABRIELLE AUDET-MICHAUD JOURNALISTE

Appel aux bénévoles

**Vous avez une expertise particulière?
L'envie brûlante d'écrire et de partager quelque chose qui vous anime avec votre communauté?
Quel contenu manque-t-il dans ce journal?**

ENGAGEZ-VOUS AVEC LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA





↑ Le Conseil québécois du loisir a offert une certification aux membres de plusieurs organismes francophones en janvier dernier afin qu'ils puissent offrir le programme DAFA à leurs membres. Photo : Courtoisie

S'ENGAGER POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE L'ANIMATION JEUNESSE

Ce printemps, le diplôme d'aptitude aux fonctions d'animateur (DAFA), un programme conçu pour garantir la sécurité et la qualité de l'animation des groupes de jeunes de 5 à 17 ans, fera son entrée en Alberta. Cette initiative, rendue possible grâce à la collaboration entre **Francophonie Albertaine Plurielle (FRAP)**, le **Conseil québécois du loisir (CQL)** et d'autres organismes régionaux, offrira un cadre de formation solide pour les futurs animateurs et professionnels du domaine des loisirs.



Avec l'application gratuite **Le Francopass**, pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rends-toi sur : francopass.artsrn.ualberta.ca/



• Code FP valable du 18 avril au 1^{er} avril 2024: **zsib4a5p**

Il n'existe pas de structure formelle en Alberta pour s'assurer que les animateurs de groupe maîtrisent leur domaine professionnel.

C'est ce qu'a constaté Xavier Archambault-Gauthier à son arrivée à Edmonton, il y a deux ans.

«Je côtoie les organismes francophones, j'ai pu voir la manière dont les camps sont gérés et animés. Malgré le bon travail, j'ai remarqué certains défauts, rien de majeur, mais des enjeux qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité des jeunes», explique celui qui occupe un poste de travailleur en établissement dans les écoles francophones pour le compte de la FRAP.

Selon ses observations, la pénurie de main-d'œuvre et la situation minoritaire du français dans la province contraignent souvent les organismes à recruter parmi un bassin de candidats qui ne disposent pas toujours des connaissances et des compétences nécessaires pour animer des groupes de manière adéquate.

Pour répondre à ces défis, Xavier a cherché à importer le programme DAFA, qui a fait ses preuves dans la belle province, dans le but de «rehausser, de manière générale, le niveau de qualité des services d'animation». Un rêve devenu réalité grâce à un partenariat qu'il a établi entre la FRAP et le CQL, l'organisme responsable du programme au Québec. «On voulait trouver un moyen d'importer la philosophie, tout en prenant en compte la réalité albertaine et les enjeux propres à la province. Pour la CQL, ça tombait bien, car il voulait exporter leur expertise», témoigne-t-il.

Ce dernier s'est ensuite **attelé** à établir des contacts afin de cibler des partenaires sur le terrain susceptibles d'offrir le programme DAFA à leur clientèle. Francophonie jeunesse de l'Alberta (FJA), l'Institut Guy-Lacombe de la famille (IGLF) et l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) régionale de Rivière-la-Paix ont rapidement exprimé leur intérêt.

En janvier dernier, des membres de ces trois organismes ont suivi une certification pour devenir formateurs. Ils pourront dorénavant offrir la formation aux jeunes de 15 ans et plus qui souhaitent travailler en animation.

IJL -
RÉSEAU.PRESSE
- LE FRANCO



LE DAFA PERMETTRAIT AUX JEUNES QU'ON EMBAUCHE D'ÊTRE ÉQUIPÉS POUR TRAVAILLER AU CAMP.»

Emma Lafolla-Lafrenière



JE VEUX METTRE EN PLACE UNE ORGANISATION LOCALE AGRÉÉE EN ALBERTA QUI POURRA S'OCCUPER DE LA GESTION DU PROGRAMME.»

Xavier Archambault-Gauthier

GLOSSAIRE

ATELER
Prendre l'initiative de faire quelque chose



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

VERS UNE OFFRE ÉLARGIE

En ce qui concerne le déploiement du programme, la directrice de l'ACFA régionale de Rivière-la-Paix se montre proactive. Elle aimerait déjà introduire le programme DAFA aux élèves de sa région au cours de l'année scolaire prochaine. «Je vois ça comme une opportunité pour les jeunes. S'il y en a qui sont intéressés à aller travailler au Québec pour un été par exemple, ça leur permettrait d'avoir un diplôme reconnu d'avance et faciliter la recherche de travail», exprime Emma Lafolla-Lafrenière.

Dans les mois à venir, la directrice régionale prévoit également d'utiliser la certification pour former des animateurs pour son projet de camp de jour qu'elle compte lancer cet été en collaboration avec les Smoky River Family-Community Support Services (FCSS). «Le DAFA permettrait aux jeunes qu'on embauche d'être équipés pour travailler au camp», explique-t-elle.

Le camp bilingue, dont la tenue dépend de l'obtention d'une subvention gouvernementale encore à confirmer, serait proposé en rotation dans les villages de Falher, Girouxville et McLennan sur une période de six semaines, du début de juillet à la mi-août. «Je vise la mi-mai ou le début juin pour offrir le programme DAFA, si tout se passe comme prévu», précise-t-elle.

FJA et l'IGLF devraient, eux aussi, débiter prochainement l'offre de la certification à leurs membres. Et bien que le diplôme soit actuellement proposé à une échelle plus limitée, Xavier Archambault-Gauthier se montre enthousiaste face aux premiers pas déjà réalisés. Il aspire à le rendre accessible à l'ensemble du public, le plus tôt possible.

Plusieurs options sont en cours d'étude pour déterminer qui prendra le leadership du DAFA en Alberta et sera chargé de recruter d'autres organisations responsables de donner la formation, ajoute-t-il.

«Je veux mettre en place une organisation locale agréée en Alberta qui pourra s'occuper de la gestion du programme. On pourrait former un conseil d'administration avec les quatre partenaires actuels. C'est mon option préférée en ce moment», lance Xavier. ▲

Parc national Jasper
Sources thermales Miette

Les sources thermales Miette rouvrent le 3 mai

Heures d'ouverture accessibles en ligne.
Vous comptez venir régulièrement?
Procurez-vous un laissez-passer saisonnier.

1-800-767-1611
parcs.canada.ca/sourcesthermales

Parcs Canada Parks Canada



1



2



3



4

↑ 1. Chacun profite de la visite de Bonhomme Carnaval. Photo : Courtoisie. 2. Les élèves se sont réunis devant le drapeau franco-albertain. Photo : Courtoisie. 3. Tous tatoués aux couleurs de la francophonie albertaine. Photo : Courtoisie. 4. Plusieurs élèves de l'école ont découvert la musique francophone dans le cadre de l'activité Manie musicale. Photo : Courtoisie.

LE SECRET DU MOIS DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE À L'ÉCOLE RICHARD SECORD SCHOOL

En Alberta, mars est officiellement le Mois de la francophonie. C'est beau d'avoir tout un mois pour mettre à l'honneur le français et ses locuteurs, mais en pratique, qu'est-ce que cela veut dire?

La pleine lune de sucre fait référence à cette période du mois de mars où la sève coule des arbres, notamment des érables au Québec.

GLOSSAIRE

VIREVOLTER
Qui tourne rapidement sur soi-même

LE FRANCO EN COLLABORATION AVEC ANNE-MARIE LIZAIRE-SZOSTAK (RICHARD SECORD ELEMENTARY SCHOOL)

Chez nous, à l'École Richard Secord School, on a voulu répondre à cette question. On a donc décidé de reprendre une tradition bien aimée, mais aussi d'innover.

Le 4 mars dernier, devant plus de 650 élèves et plusieurs parents, il y a eu la première cérémonie du lever du drapeau franco-albertain à notre école. Après la reconnaissance des territoires autochtones et le chant de l'hymne national, deux élèves de 1^{re} année en immersion française, aidés par M. Youness Ejjail, enseignant de 3^e année, ont placé le drapeau franco-albertain sur l'estrade du théâtre.

Tandis que les deux élèves sont restés fièrement debout près du drapeau, la directrice de l'école, Mme Marion Ramsey, a prononcé quelques mots devant la foule rassemblée au gymnase. Puisque cette cérémonie était une première dans le conseil scolaire Edmonton Public Schools, elle a voulu souligner les origines du drapeau et le sens des motifs qu'on y retrouve.

Elle a ensuite cédé la parole à l'invité d'honneur de la cérémonie, Ian Foster, l'un des conseillers en immersion française de l'Institute for Innovation in Second Language Education (IISLE) au sein du conseil scolaire Edmonton Public Schools.

Ian Foster a partagé à son tour l'importance du français dans sa vie, d'abord comme écolier en immersion française, ensuite comme enseignant dans le programme et à titre de conseiller au sein de l'IISLE.

Pour clôturer la cérémonie, on a fait jouer la vidéo de la chanson *Francophonie* par Philippe Richard, une chanson apprise par un bon nombre d'élèves de l'école l'an dernier pour le Mois de la francophonie.

DE BELLES ACTIVITÉS

Pendant les semaines suivantes, plusieurs élèves de l'école ont découvert la musique francophone dans le cadre de l'activité Manie musicale grâce à l'enseignante organisatrice, Mme Amara McPhail.

D'autres ont appris pourquoi on nomme la pleine lune pendant ce temps de l'année la pleine lune de sucre, tout en se défoulant au rythme de la chanson *La cabane à sucre* interprétée par Les Vieux Borlots.

On a discuté du Carnaval de St-Isidore, d'après les photos et le reportage du journal *Le Franco*, dont une copie était affichée dans l'école. Tout ceci a culminé le vendredi 22 mars dernier, date du carnaval de l'école. C'était la première fois depuis la pandémie qu'on organisait cet événement et c'est l'équipe de Mme Gabrielle Lefebvre, avec d'autres, qui ont relevé le défi.

Ce jour-là, les rires et les cris de joie des élèves ont retenti dans la cour d'école, tandis que de jolis flocons de neige **virevoltaient** au-dessus des tuques et des capuchons avant de recouvrir le sol.

Malgré l'arrivée du printemps, on se serait cru aux jeux d'hiver, tant le tapis de neige donnait un air respectable à notre carnaval. Encouragés par la musique traditionnelle canadienne-française et l'écho des cuillères de bois, les élèves ont participé aux divers jeux avec grand enthousiasme.

Une fois rentrés, ils ont continué la fête avec une petite collation de crêpes canadiennes (*pancakes*) avec du sirop d'érable artificiel, gracieuseté de l'épicerie communautaire No Frills.

Pendant la journée, des tatouages temporaires du drapeau franco-albertain, procurés à la boutique de l'ACFA sont apparus sur d'innombrables joues, fronts, mains et bras d'élèves de tous les programmes de l'école. Certains portaient même leur ceinture fléchée!

Qu'ils soient des apprenants de la langue française du programme d'immersion ou de French as a Second Language (FSL), tous étaient heureux d'afficher les couleurs de la francophonie albertaine.

UNE MASCOTTE TRÈS ATTENDUE

Or, il restait encore une surprise...

Il n'y a pas de carnaval sans la visite d'une mascotte reconnue! En l'absence du Grand-Duc de St-Isidore, qui était peut-être sur le point de repérer un autre écureuil à 5 pattes comme celui exposé au musée de Girouxville, c'est Bonhomme Carnaval qui est venu faire une visite à l'école.

Acclamé par les jeunes, il a fait l'objet de plusieurs photos, mais fidèle à sa nature, il n'a pas dit un mot : son sourire parlait pour lui et en un clin d'œil, il était reparti. Selon un élève, c'était la meilleure journée de l'année.

Voilà donc l'importance d'avoir tout un mois pour célébrer la langue française dans tous ses accents. Ce n'est pas suffisant d'apprendre le français, faut-il aussi apprendre à l'aimer. ▲

PARALLÈLE ALBERTA LANCE SES ACTIVITÉS ET AFFICHE UN NOUVEAU LEADERSHIP

Les activités de **Parallèle Alberta**, la nouvelle entité dédiée au développement économique et à l'employabilité francophone dans la province, ont été lancées comme prévu le 1^{er} avril dernier, mais avec une joueuse en moins. Nathalie Beaugard, qui est à la tête d'**Accès Emploi Alberta**, n'occupera pas la codirection de l'organisme, préférant tirer sa révérence.



IJL -
RÉSEAU PRESSE
- LE FRANCO

GLOSSAIRE
EXEMPT
Dépourvu



GABRIELLE AUDET-MICHAUD
JOURNALISTE

C'est avec un leadership repensé par Étienne Alary, qui assumera seul le rôle de directeur général de Parallèle Alberta, que les choses se dérouleront dorénavant. «Le conseil d'administration a décidé de ne pas afficher de nouveau poste de codirection. Cette idée tenait la route tant que les deux personnes actuelles demeuraient en poste», indique ce dernier.

Pour rappel, la direction à deux têtes avait été annoncée en février dernier lorsque le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA) et Accès Emploi Alberta avaient dévoilé le nom de la nouvelle entité qui allait réunir leurs activités au sein d'une seule et même organisation.

Plutôt que de nommer un seul directeur général adjoint pour l'épauler, Étienne Alary a par ailleurs décidé de créer trois postes pour prendre en charge les secteurs clés de l'organisation. Joris Desmares-Decaux, ancien membre du CDÉA, agira à titre de directeur du pôle entrepreneuriat et développement économique communautaire, tandis que Sandrine Croteau, qui était également au CDÉA, prendra la charge des communications, du tourisme et du bureau de Calgary.

Quant à Soumaya Mabrouk, qui occupait le rôle de directrice générale adjointe d'Accès Emploi, elle supervisera le volet employabilité. «Ces trois personnes possédaient des compétences dans leurs domaines respectifs. Elles seront responsables de leurs équipes. Leurs employés relèveront d'eux et eux-mêmes relèveront de moi», résume Étienne Alary. Cet organigramme évoluera au fil du temps. Déjà, un poste de gestionnaire des finances a été affiché au début d'avril afin de combler des besoins urgents à l'interne.



↑ Parallèle Alberta est la nouvelle entité qui prend la relève du CDÉA et d'Accès Emploi Alberta. Méлина Bégin (à droite) est la présidente du CDÉA et la présidente de la nouvelle entité et est épaulée, entre autres, par Suzanne Corneau (à gauche) à la vice-présidence. Photo : Archives Le Franco - Gabrielle Audet-Michaud

«On parle d'un organisme qui a maintenant un budget opérationnel annuel de quatre millions de dollars. Ça prend quelqu'un qui va être en mesure d'épauler la direction générale et les trois directeurs dans l'accomplissement de nos objectifs», précise-t-il.

Et si la direction de l'organisme lui est désormais confiée de manière unilatérale, le nouveau directeur général de Parallèle Alberta compte aussi impliquer les membres de son équipe le plus fréquemment possible dans le processus décisionnel. Les embauches, par exemple, se feront sous la supervision d'un comité de deux ou trois personnes. «Il n'y a aucune décision que je prendrai seul», ajoute-t-il.

VOLER VERS DE NOUVEAUX DÉFIS

Cette structure, rappelle-t-il, n'est guère celle que son conseil d'administration et l'ensemble de son équipe avaient anticipée. Nathalie Beaugard devait assumer les responsabilités de codirectrice jusqu'à tout récemment, avant d'annoncer qu'elle souhaitait se retirer du secteur. «Je sais que la codirection avait été critiquée par certains membres de la communauté, mais je suis convaincu que ça aurait fonctionné. J'aurais aimé que Nathalie continue. Je comprends et respecte sa décision», mentionne Étienne en exprimant sa déception.

L'annonce de son départ a non seulement pris toute l'équipe de Parallèle Alberta par surprise, mais a également étonné la principale intéressée qui avait consacré près de deux ans à l'élaboration de la structure de la nouvelle entité. «Je pense que personne ne s'attendait à ça, moi, la première. Ce n'est pas quelque chose que j'avais prémédité depuis longtemps», mentionne Nathalie Beaugard.

Avec près de dix-huit ans de service dédié à l'employabilité, elle confie avoir réalisé, à travers la transition imposée par la création de la nouvelle entité, qu'elle avait besoin d'explorer de nouveaux horizons, dans un domaine différent. «Je suis une personne très loyale et fidèle, je ne voulais pas m'engager avec Parallèle sans que ce soit à long terme», explique-t-elle. Cette décision, bien que rapide, n'a pas été prise à la légère, assure-t-elle, surtout compte tenu de l'engagement déjà fourni dans le processus de mise en place de la nouvelle entité.

Bien que les mauvaises langues puissent s'imaginer qu'une mésentente entre les dirigeants soit à la base de cette décision, celle qui occupe toujours la direction d'Accès Emploi jusqu'à sa dissolution, assure le contraire. «J'étais rendue là dans ma carrière, j'avais besoin de réfléchir à ma prochaine étape. Je crois encore fermement dans ce projet qu'on a mis en place. Je ne vois pas d'obstacles majeurs à venir», estime-t-elle.



↑ Étienne Alary est le directeur général de Parallèle Alberta. Photo : Courtoisie

CRÉER UNE COHÉSION INTERNE

Évidemment, la création d'une telle entité n'a pas été exempte de défis, notamment lorsqu'est venu le temps de concilier deux cultures d'entreprise distinctes, mais la dirigeante préfère voir cette expérience comme un énorme apprentissage. «Peut-être qu'on avait sous-estimé l'ampleur d'une telle démarche. Là, c'est fait et ce qui reste à faire, c'est de bâtir des relations entre tous les employés pour qu'ils apprennent à se connaître et à travailler ensemble. Ça ne se fait pas du jour au lendemain, mais ça va bien aller», mentionne-t-elle.

Depuis le début avril, plusieurs initiatives ont été entreprises pour rapprocher les équipes du CDÉA et d'Accès Emploi, désormais unifiées sous l'égide de Parallèle Alberta. Un déjeuner a réuni plusieurs membres du personnel et favorisé les échanges. Les bureaux, maintenant côte à côte, facilitent également la collaboration au quotidien. «Notre but c'est de former une seule et belle grande équipe et d'assurer une cohésion interne», précise Étienne Alary.

Cette équipe pourrait d'ailleurs être appelée à croître au cours des prochaines années. En effet, le directeur général a pour ambition d'élargir l'offre de services en entrepreneuriat et en employabilité dans plusieurs points urbains et ruraux de la province, notamment à Lethbridge, Grande Prairie, Fort McMurray et Jasper. Cette expansion permettrait de rendre la gamme complète de services de Parallèle Alberta accessible dans ces régions, qui ont été quelque peu négligées jusqu'à présent.

«D'ici un an, on espère avoir un meilleur point d'ancrage dans ces communautés-là. On ne se cache pas du fait que ça viendrait avec du financement via Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) et le nouveau fonds fédéral destiné à un service d'aide à l'emploi aux communautés francophones en situation minoritaire», conclut-il.

Pendant la période de transition, Nathalie Beaugard veillera à répondre aux interrogations de ses anciens collègues afin que la passation se déroule positivement et que les dossiers en employabilité soient bien compris de tous. ▲

Des soins pour vous, dans la langue de votre choix.

Composez le 811 pour obtenir en français des conseils en matière de santé 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, ou pour accéder à des soins virtuels.

Ayez recours à des services d'interprétation en français dans tous les points de services de AHS.

ahs.ca/francais



Alberta Health Services



↑ Pendant la conférence organisée par le Comité FrancoQueer de l'Ouest, quatre expert.e.s ont livré leur analyse ou leur vision du projet de politique de Danielle Smith. (De gauche à droite) Andrea MacLeod, Emmett Lamache, Christina Wallace, Frédéric Boily et Rose-Eva Forgues Jenkins. Photo : Courtoisie

EN ALBERTA, LA POLITISATION DES IDENTITÉS DE GENRE CRÉE LE DÉBAT

Depuis que la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a annoncé, début février, un projet de politique sur l'identité de genre, les enjeux liés aux personnes trans ont donné lieu à de nombreux débats... et inquiétudes. Fin mars, le Comité FrancoQueer de l'Ouest (CFQO) a organisé une conférence à Edmonton pour alerter le public sur le sujet.

La politique de Danielle Smith dans ce domaine «suscite de sérieuses préoccupations au sein du CFQO», s'alarme Martin Bouchard, directeur général de l'organisme depuis 2022. En effet, interdire aux mineurs l'accès aux chirurgies de transition, à l'hormonothérapie et aux inhibiteurs de puberté, en plus d'exiger l'autorisation parentale si un enfant demande d'utiliser un nom ou un pronom différent à l'école voir même participer à des cours liés à la sexualité, l'orientation sexuelle ou l'identité de genre démontre la fin d'une certaine ouverture d'esprit et un pas en arrière pour l'éducation en Alberta.

«Nous le percevons comme un potentiel recul, une menace à la consolidation des acquis pour les droits des minorités et des jeunes et cela pourrait remettre en question les libertés fondamentales que nous estimons cruciales pour l'épanouissement de notre communauté», alerte Martin Bouchard.

Pour CFQO, il était important d'organiser une conférence sur le sujet, pour «élever la conscience collective et rassembler notre communauté autour de ces enjeux critiques». Le 28 mars, quatre expert.e.s étaient donc réunis au Campus Saint-Jean, à Edmonton, pour partager leur analyse ou leur témoignage sur les questions d'identités transgenres. Cette conférence est «une plateforme essentielle pour la sensibilisation et la mobilisation», de l'avis du directeur général de l'organisme.

DES INFLUENCES AMÉRICAINES

Cette politique «s'inscrit sur une toile de fond canadienne avec des influences américaines», explique Frédéric Boily, professeur de science politique au Campus Saint-Jean, qui a livré une analyse de la stratégie politique derrière ces décisions orientées.

En plus de la montée de ces discussions aux États-Unis, notamment en

Floride et en Virginie du Sud, il y a d'un côté le contexte albertain, avec «toute la question des alliances gais-hétérosexuels qui ont créé beaucoup de débats depuis une décennie, des débats qui se sont cristallisés vers 2019, quand s'est posée la question de devoir informer, ou non, les parents des enfants qui participaient à ces audiences».

Et de l'autre, le contexte canadien plus global, développe Frédéric Boily. «La question des droits des trans est arrivée à partir de 2022, avec la controverse des toilettes publiques, la participation à des compétitions sportives... avec un écho particulier au Nouveau-Brunswick, puis, par la suite, en Saskatchewan et maintenant en Alberta. Donc c'est un débat qui s'est polarisé de manière un peu plus récente.»

UNE SITUATION «TOUJOURS EN MOUVEMENT»

«Ce genre de loi, ce genre de réflexion nous affecte tous, peu importe comment on s'identifie», s'insurge Emmett Lamache. Homme transgenre, il a profité de la conférence pour raconter son vécu: marié depuis cinq ans, père de deux filles, il a dû lutter contre les stéréotypes toute sa vie. «Je suis une personne transgenre, j'ai une carrière,

j'ai une maison! Mes parents étaient très inquiets, ils pensaient que je n'allais jamais être capable d'avoir toutes ces choses merveilleuses dans ma vie quand j'ai fait mon *coming out*», témoigne Emmett Lamache.

Il craint des représailles d'une telle politique pour sa famille. «Mes filles en subissent l'impact sans être 2SLGBTQIA+ juste parce que ça touche leurs parents. Ça aussi un impact pour ma femme, qui ne peut pas être out à son travail, qui doit prétendre que je suis un homme cisgenre parce que son bureau n'est pas accueillant pour ce genre d'identité.»

Avec cette nouvelle politique, en remettant les questions d'identités transgenres dans les débats sociétaux, Andrea MacLeod voit le risque d'un isolement des personnes non conformes à la norme établie. «On a déjà vécu un système où on n'en parle pas et on sait que ne pas en parler n'aide pas, ça fait sentir qu'on est différent, qu'on ne fait pas partie de la norme», appuie la professeure en orthophonie à l'Université de l'Alberta.

Dans la province, la place des personnes transgenres n'est pas encore affirmée comme on pourrait l'attendre d'une société du 21^e siècle. «La situation des personnes 2SLGBTQIA+ est toujours en mouvement en Alberta. Bien que nous ayons réalisé des progrès notables, nous sommes confrontés à des défis persistants comme la discrimination et le manque de ressources en français», estime Martin Bouchard. ▲



LA QUESTION DES DROITS DES TRANS EST ARRIVÉE À PARTIR DE 2022, AVEC LA CONTROVERSE DES TOILETTES PUBLIQUES, LA PARTICIPATION À DES COMPÉTITIONS SPORTIVES... DONC C'EST UN DÉBAT QUI S'EST POLARISÉ DE MANIÈRE UN PEU PLUS RÉCENTE.»

Frédéric Boily



CE GENRE DE LOI, CE GENRE DE RÉFLEXION NOUS AFFECTE TOUS, PEU IMPORTE COMMENT ON S'IDENTIFIE.»

Emmett Lamache



JUSTINE LEBLOND
JOURNALISTE

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

• **POUR CONTACTER LE JOURNAL :**
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ARNAUD BARBET**
RÉDACTEUR EN CHEF
PUPTRE@LEFRANCO.AB.CA

• **ISABELLE DÉCHÈNE GUAY**
RÉVISEURE

• **GABRIELLE AUDET-MICHAUD**
JOURNALISTE
JOURNALISTE.CALGARY@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
ÉTIENNE HACHÉ, JUSTINE LEBLOND,
CHANTALLY LOUIS, MELKI, BRIANNE VIOT,
ANNE-MARIE LIZAIRE-SZOSTAK

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annances: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se

limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing



FIER MEMBRE



Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada



Félicitations

aux classes gagnantes du

Concours ACCENT

pour célébrer le

MOIS DE LA FRANCOPHONIE *Albertaine*

Décore ta classe !

Jenny StJean,
de High Prairie School Division
à l'École Routhier



Mélissa Morasse Malcom,
du Conseil scolaire FrancoSud
à l'École Sainte-Marguerite-Bourgeois



Valérie Mercier,
du Conseil Scolaire FrancoSud
à l'école Notre dame de la paix



Rédige un poème !

Un héritage, un cadeau

Clémence Gervais
8^{ème} année, École Sainte-Marguerite-Bourgeois

Depuis notre tendre enfance
Nous hésitons, que faire de
Notre héritage francophone?

Notre bilinguisme nous donne des ailes,
Une clé qui peut ouvrir toutes les portes
Dressé dans notre chemin

Mais nous oppressons ce pouvoir
De peur d'être différent
De l'ado idéal

C'est un cadeau le bilinguisme,
On l'entend jour après jour
Mais, c'est aussi un fardeau

Malgré la fierté de la langue
La différence crée une frontière,
Entre francophone et anglophone

Un jour, j'espère, que nous verrons
Notre héritage à sa juste valeur
Elle nos ailes s'ouvriront, nous décollerons

Ce jour-là,
Rien ne pourra nous arrêter
Nous pourrons abattre tous les murs

Mais en attendant,
Nous allons dompter notre héritage
Jusqu'au jour où nous allons voir
Son pouvoir

La Francophonie se connecte.

Giada Normandin Torta
8^{ème} année, École Sainte-Marguerite-Bourgeois

Une famille, un quartier, une communauté,
Tant de liens à tisser, à explorer.
Le français, langue d'échange et de partage,
Nous unit, nous guide sur le même rivage.

Mon père, fier, s'exprime avec aisance,
Moi, sa fille, je trouve dans cette langue une danse.
Le français, source de joie et de fierté,
Des souvenirs gravés, des moments à venir,

Le français, symbole de notre identité partagée,
Cela nous relie profondément, dans chaque pensée.
Être francophones, c'est être enracinés dans cette terre,
C'est sentir battre le coeur de notre culture, fier et sincère.

Le français, lien qui nous unit, notre amour, notre essence,
Être francophones, c'est notre être.

Francophones, résistez et persévérez

Hilarie Loualanga Sina
12^{ème} année, École de la Rose Sauvage

Je viens d'un pays bilingue, mais
je suis francophone. Je suis dans un pays anglophone
où je dois me battre pour garder mon français. Ici je vis la peur de perdre
mon français. Pourquoi n'y a-t-il pas des universités
En français ici? Je me demande
à chaque fois que le doute et la peur m'entraînent.
Il fait partie de mes origines! Et
je me bats pour toujours le garder!

Je vous fais la promesse à vous francophones de ne pas perdre cette langue
et de me battre, pour nous. Soyons construits de l'intérieur, jeunes et
braves gens! Je vous encourage à parler. Quand nous nous retrouvons dans
les endroits publics et que nous parlons le français, tous les regards se
figent sur nous et continuons à parler car vous devriez être fiers, fiers de ce
que vous êtes, fiers d'être Francophones.
Francophone un jour, Francophone toujours.

Maud Andrieux sur la scène de La Cité des Rocheuses devant un public attentif. Photo : Shangnong Hu



LORSQUE MARGUERITE DURAS NOUS EST CONTÉE

La Cité des Rocheuses et l'Alliance Française de Calgary ont eu le plaisir de recevoir pour la seconde fois l'actrice Maud Andrieux, spécialiste de l'œuvre durassienne, dans le cadre du mois de la Francophonie.



LE FRANCO EN
COLLABORATION AVEC
BRIANNE VIOT -
ALLIANCE FRANÇAISE
DE CALGARY

Lors de sa première tournée canadienne, elle nous avait présenté La Douleur, adaptation d'un roman de Marguerite Duras. C'est à l'occasion d'une seconde tournée entre les Alliances Françaises du Canada que Maud Andrieux est venue nous présenter le 28 mars 2024 la pièce *Le Vice-Consul* adaptée du roman de l'auteure.

L'histoire se passe à Calcutta. Nous y trouvons une intrigue amoureuse, une dénonciation de l'inaction face à la pauvreté ou encore des jeux politiques influencés par la jalousie. Une représenta-

tion pleine de rebondissements durant laquelle Maud, seule sur scène, appuyée contre une méridienne, vient captiver son audience.

Après 20 ans d'amour et d'intérêt pour les œuvres de Duras, Maud Andrieux ne cesse de nous impressionner par ses représentations. Elle nous raconte l'histoire de Duras et la perception de ses œuvres **magistrales** et prend plaisir à échanger avec le public après chaque représentation.

Nous avons hâte de retrouver Maud pour une troisième tournée au Canada, rendez-vous l'année prochaine! ▲

GLOSSAIRE

MAGISTRALE
Remarquable,
extraordinaire



↑ Maud Andrieux jouant le rôle d'Anne-Marie Stretter, personnage de la pièce *Le Vice-Consul* de Marguerite Duras. Photo : Courtoisie - Alliance Française de Calgary

VOUS APPELEZ, ON VOUS ÉCOUTE.

1 800 567-9699
24/7 • Confidentiel • Gratuit

TAO TEL-AIDE
Ligne d'écoute empathique
Uniquement en français

Avec le financement de





CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

IL EST OÙ LE BONHEUR?

Le bonheur est souvent perçu comme une série d'expériences et de jouissances, telles que les mets délicieux et copieux, l'argent ou l'acquisition d'un bien matériel. Mais nous ne sommes pas sans savoir que c'est aussi un état complet de satisfaction, de paix et de plénitude par rapport aux nécessités de la vie; un état d'esprit, une vraie sensation de liberté.

« LE BONHEUR NE SERAIT-IL PAS PLUTÔT UN IDÉAL QUE L'ON EXPÉRIMENTE AU QUOTIDIEN? »

« LE BONHEUR SE TROUVE AUSSI DANS LE VIVRE-ENSEMBLE ET LES RELATIONS HUMAINES. »

Donc, a priori, le bonheur semble assez variable. D'où l'intérêt de se demander, comme dans la chanson : « Il est où le bonheur? » Est-il vraiment une quête permanente de quelque chose qui nous manque, qui nous échappe constamment, mais que nous tentons constamment d'anticiper et de maîtriser? Or, n'est-il pas risqué de diriger nos actions et nos efforts à la recherche d'un bonheur lointain, voire inaccessible? Le bonheur ne serait-il pas plutôt un idéal que l'on expérimente au quotidien?

DU FUTUR AU PRÉSENT

Admettons que le bonheur est d'abord une valeur, un sentiment qui ne peut se concevoir sans se projeter dans le futur. Se fixer des objectifs ou encore tenter de prévoir sa sécurité financière, soit l'argent nécessaire pour se réaliser, sont des indicateurs sur lesquels nous nous basons régulièrement pour estimer la valeur de l'existence. C'est une définition possible et légitime du bonheur que de viser des objectifs et de prévoir son confort. Après tout, face à la situation mondiale actuelle, difficile et imprévisible, il serait bien dommage de se priver d'espérance et d'optimisme.

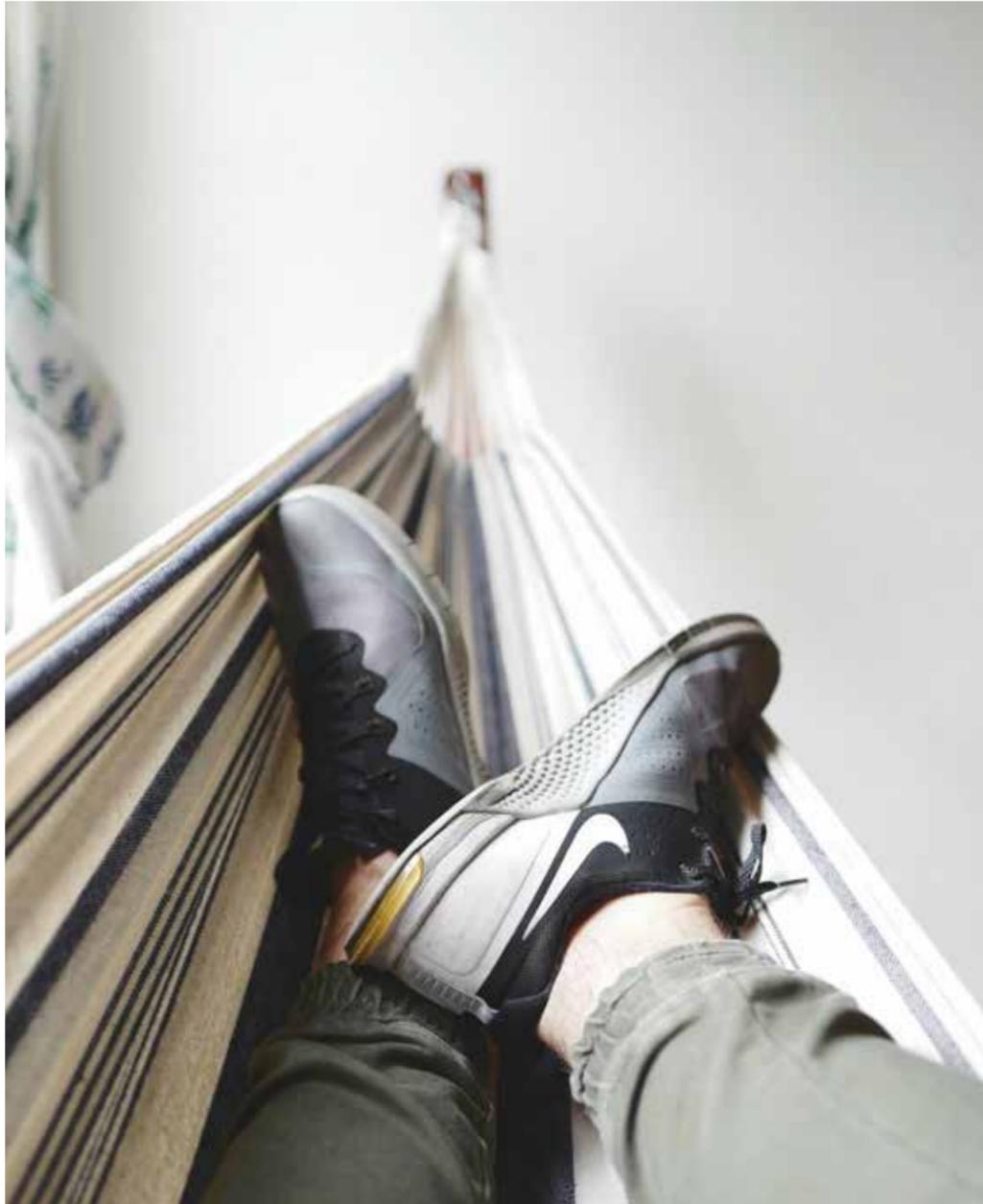
Toutefois, comme nous l'enseignent les Anciens – Platon et Aristote –, ainsi que des écoles de la haute antiquité – le stoïcisme et l'épicurisme –, le bonheur est beaucoup trop complexe pour être réduit à de simples défis matériels et financiers; c'est une question qui doit tenir compte d'autres facteurs humains non négligeables tels que le temps présent. Nous sommes des êtres du présent. Nous recherchons à la fois la paix, la sérénité, le bien-être intérieur et nous tentons constamment de satisfaire les besoins qui troublent notre âme. Quiconque recherche le bonheur ne peut esquiver cette dimension essentielle de la condition humaine.

Dissertant sur le bonheur dans son *Éthique à Nicomaque* (livre 1, chapitre 6), Aristote affirme que le bien le plus précieux pour l'homme repose sur la **contemplation** de l'éternel. Mais il savait pourtant que cette définition idéale du bonheur était incomplète puisqu'il ajoute aussitôt : « et cela dans une vie accomplie jusqu'à son terme, car une hirondelle ne fait pas le printemps, ni non plus un seul jour : et ainsi la félicité et le bonheur ne sont pas davantage l'œuvre d'une seule journée, ni d'un bref espace de temps ». Cette phrase, devenue proverbiale, signifie que le bonheur n'est donc pas l'affaire d'un instant; il doit s'inscrire dans un horizon de sens. Ravisé, le philosophe grec n'a-t-il pas eu raison d'affirmer que ce n'est qu'à la fin de la vie que nous pouvons juger du bonheur?

COMMENT NE PAS ÊTRE MALHEUREUX?

L'ambition de la plupart des grandes écoles antiques, c'est de permettre à l'homme d'accéder à la vie heureuse, ce qui suppose une éthique selon laquelle bonheur et respect de soi-même sont compatibles. Que ce soit Aristote ou Platon avant lui, ainsi que les stoïciens (Épictète, Sénèque, Marc Aurèle) et les épicuriens (Épicure et son disciple, Lucrèce), tous s'accordent sur un point : seule une vie juste et droite, qui persévère dans la durée, peut nous faire accéder au bonheur véritable.

À titre d'exemple, pour Platon et Épicure, si le plaisir est essentiel au bonheur, certains désirs amènent plus de troubles que de jouissances : il faut alors se contenter des désirs naturels et nécessaires qui sont une vraie source de plaisir (l'aponie) et qui sont faciles à satisfaire. De même, pour les stoïciens, le bonheur (l'ataraxie : tranquillité de l'âme) ne saurait être durable s'il dépend des circonstances extérieures : je dois



↑ Photo: Drew Coffman - Unsplash.com

donc discipliner ma volonté pour ne dépendre que de moi parce que mon bonheur ne peut être laissé aux caprices de la fortune et du hasard. Le sage ne veut pas changer ce qui ne dépend pas de lui; ce qui dépend de lui, c'est ne pas laisser les désirs corrompre sa volonté. C'est l'insensé qui agit en se laissant guider par les désirs : comme ceux-ci sont illimités, il court inévitablement à sa perte. Changer ses désirs plutôt que l'ordre du monde, telle est la maxime d'Épictète dans son *Manuel* et de Marc Aurèle dans ses *Pensées* : certaines choses dépendent de nous, d'autres n'en dépendent pas. Seuls nos pensées et nos jugements sont en notre pouvoir et c'est cela seul qui peut nous rendre heureux.

Un philosophe moderne, Emmanuel Kant, n'est pas de cet avis cependant, lui qui estime que « le concept du bonheur est un concept si indéterminé que [...] personne ne peut jamais dire en termes précis et cohérents ce que véritablement il désire et il veut » (*Fondements de la métaphysique des mœurs*, 1785). On dit que le bonheur est l'état maximal de satisfaction. Mais comment le savoir? Et comme le bonheur est un « idéal de l'imagination », que je ne peux définir, mon entendement est incapable de déterminer les moyens qu'il faudrait employer pour y accéder. Si la raison nous dit comment éviter d'être à coup sûr malheureux, elle ne nous dit pas comment être heureux. Aux yeux de Kant, les conseils des différentes philosophies antiques sont seulement négatifs (se contrôler, se dominer, se maîtriser, etc.). Éviter le malheur, ce n'est pas encore être heureux. Il faut en outre se demander si le bonheur est la suprême motivation de l'homme et surtout comment le devoir moral peut s'accompagner de la recherche du bonheur.

BONHEUR ET MORALITÉ

Comme l'a montré Kant, celui qui fait son devoir par intérêt, et non par pur respect de la loi

morale, n'a que l'apparence de la moralité : c'est la distinction qu'il fait entre les actions accomplies véritablement « par devoir » et les actions qui sont seulement accomplies « conformément au devoir ». L'être véritablement moral doit donc « humilier » en lui la sensibilité et son penchant naturel à vouloir satisfaire ses désirs. Contrairement aux différentes philosophies antiques, Kant estime effectivement qu'on ne peut pas à la fois faire son devoir et rechercher son bonheur, simplement parce que le devoir impose de faire passer l'impératif de la moralité avant les intérêts personnels.

Faut-il pour autant renoncer à être heureux? Une telle morale serait inhumaine parce qu'il est dans la nature de l'homme de chercher à être heureux. Mais comme devoir et bonheur sont incompatibles ici-bas, je ne puis qu'espérer être heureux plus tard, et ailleurs, si je me suis rendu digne du bonheur par une vie droite : faire son devoir sans se soucier d'être heureux, tout en espérant qu'il y aura un Dieu juste et bon pour m'accorder, après la mort, le « souverain bien », l'alliance impossible dans cette vie du bonheur et de la moralité. Une telle alliance est possible si l'on admet l'immortalité de l'âme et l'existence d'un Dieu juste, postulat exigé par la raison pratique.

Il n'en demeure pas moins que le temps présent est un facteur indéniable dans la recherche du bonheur. Tout simplement parce que celui-ci ne se conçoit pas seulement en se projetant dans le futur ou encore dans la recherche de la paix et la satisfaction des besoins nécessaires. Le bonheur se trouve aussi dans le vivre-ensemble et les relations humaines. Il est l'œuvre d'une expérience quotidienne qui permet d'expérimenter la richesse de valeurs éternelles telles que l'amour, l'amitié et la famille, et ce, de manière à pouvoir se dire comblé de joie et de satisfaction. Les relations humaines jouent un rôle essentiel non seulement dans notre conception du bonheur, mais pour notre vie morale. À méditer. ▲

GLOSSAIRE

CONTEMPLATION
Regard ou considération assidue qui met en œuvre les sens

Étienne Haché est philosophe et professeur de Lettres / Philosophie.

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR